



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

LE NOMBRE D'EMPLOIS DE NOUVEAU EN BAISSÉ EN ÎLE-DE-FRANCE

Alors qu'elle avait pu – au moins partiellement - reprendre son souffle au cours de l'été 2020 entre deux vagues de l'épidémie de Covid-19, l'activité francilienne a de nouveau été à la peine au quatrième trimestre 2020. Ainsi, le nombre d'emplois salariés privés a diminué de 25 000 unités dans la région fin 2020 et le déficit d'emplois par rapport au point haut de fin 2019 a atteint 110 000. Par ailleurs, malgré une baisse en trompe-l'œil au dernier trimestre du fait de la non-disponibilité immédiate des personnes sans emploi du 31 octobre au 14 décembre 2020, le taux de chômage francilien (7,7 % au quatrième trimestre 2020, soit – 0,7 point) n'est désormais plus inférieur au taux en France métropolitaine (7,7 % également, soit – 1,2 point) et, ce, pour la première fois depuis le printemps 2005. Le trafic aérien ne s'est pas rétabli fin 2020 et, sur l'ensemble de l'année dernière, seuls 33,1 millions de passagers ont fréquenté les aéroports de Roissy et Orly, soit le trafic le plus faible enregistré depuis 1986.

Conjoncture française

Après avoir vivement rebondi au troisième trimestre 2020 (+18,5 %), le PIB hexagonal a de nouveau calé au quatrième trimestre 2020 sur fond de deuxième confinement (de fin octobre à mi-décembre) et de couvre-feu : - 1,4 %. L'effet du confinement a principalement affecté les dépenses de consommation des ménages qui ont baissé de 5,7 % fin 2020. Par conséquent, sur l'ensemble de 2020, le PIB français s'est contracté de 8,2 % par rapport à 2019. Dans ce contexte, plus de 28 000 emplois privés ont été détruits entre fin septembre et fin décembre ; si les pertes d'emplois ont été limitées, le déficit par rapport au niveau d'avant-crise n'en reste pas moins de 320 200 unités. Dans le même temps, le taux de chômage (7,7 % en France métropolitaine et 8,0 % sur l'ensemble de la France) s'est paradoxalement réduit mais sa baisse est liée à la non-disponibilité, du fait du confinement, des personnes sans emploi.

Tendances à court terme

L'économie francilienne a de nouveau été pénalisée par le confinement national d'avril mais les conséquences de ce dernier ont été moins marquées que celles du deuxième et, surtout, bien moins violentes que celles du premier ; ainsi, malgré le durcissement des mesures sanitaires, l'activité s'est globalement maintenue fin mars et en avril en Île-de-France dans les services marchands et a bien résisté dans l'industrie. Pour autant, les entreprises de travaux publics de la région attendent toujours une reprise des appels d'offres ; par ailleurs, des tensions croissantes sur le coût et sur la disponibilité des matières premières pèsent désormais sur l'industrie et le bâtiment. Encore plus récemment, l'annonce de l'allègement des contraintes sanitaires a apporté, enfin, un supplément de visibilité aux professionnels de l'hôtellerie-restauration et, plus globalement, au secteur du tourisme et à l'ensemble des commerces non-alimentaires.

Indice de la production nationale industrielle

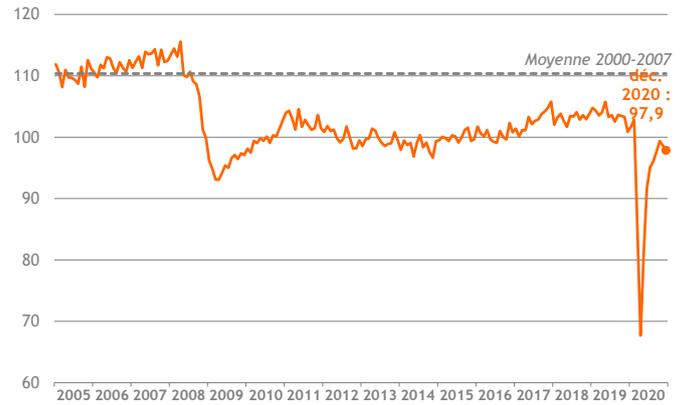
4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 3,8 %

Après avoir touché un point bas en avril 2020, lors du premier confinement national, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est redressé jusqu'en octobre dernier (+ 1,8 % par rapport à septembre et + 46,8 % par rapport à avril). Toutefois, la production a ensuite marqué le pas en novembre et en décembre (respectivement -0,7 % et -0,8 % sur un mois). Au final, sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020, l'IPI a certes augmenté de 2,5 % par rapport au trimestre précédent mais est resté en retrait de 3,8 % par rapport au quatrième trimestre 2019. Au plan sectoriel, la fabrication de matériels de transports est l'industrie qui accuse le déficit le plus marqué sur un an (-13,9 %) tandis que le secteur de la chimie, malgré une fin d'année contrastée, affichait fin 2020 un niveau de production plus élevé que fin 2019 (+2,3 %). Les résultats les plus récents montrent que le redressement de l'activité manufacturière patine début 2021 (+0,8 % sur un mois en mars mais après -4,8 % en février), l'IPI restant inférieur de 5,9 % à son niveau de février 2020.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

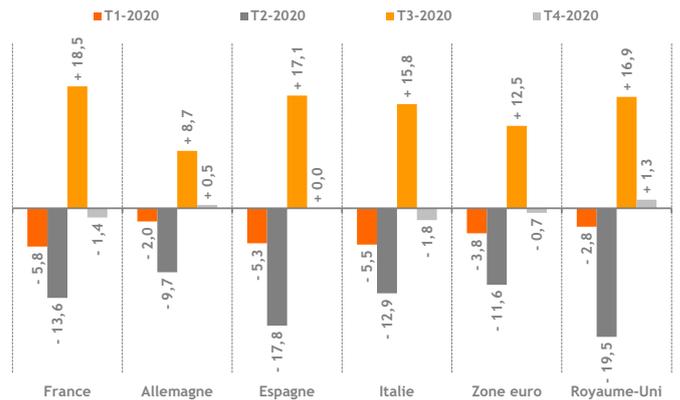
La conjoncture européenne

4^e trimestre 2020 - PIB de la zone euro

- 0,7 %

Après avoir s'être nettement redressée entre les deux premières vagues épidémiques (au troisième trimestre 2020, +12,5 % par rapport au trimestre précédent dans la zone euro et +11,7 % dans l'Union européenne), la croissance européenne a de nouveau marqué le pas fin 2020. Ainsi, au quatrième trimestre 2020, le PIB s'est contracté de 0,7 % dans la zone euro et de 0,5 % dans l'UE et la perte de valeur ajoutée par rapport au quatrième trimestre 2019 est donc restée conséquente (-4,9 % dans la zone euro et -4,6 % dans l'UE). Parmi les principales économies continentales, l'Italie (-1,8 %) et la France (-1,4 %) sont celles qui ont le plus souffert de la deuxième vague de Covid-19 ; dans le même temps, le PIB espagnol s'est maintenu tandis que le PIB allemand a crû de 0,5 %. Malgré ce redémarrage poussif, le taux de chômage européen a été orienté à la baisse fin 2020 : 8,3 % en décembre contre 8,6 % en septembre en zone euro et 7,5 % contre 7,7 % dans l'UE.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2018 (en milliards d'euros - Insee)	726,2	2 360,7 (France métrop. : 2 316,7)	30,8 % (31,3 %)
PIB/habitant 2018 (en euros)	59 387	35 252 (France métrop. : 35 763)	-
PIB/emploi 2018 (en euros)	112 555	83 204 (France métrop. : 83 625)	-
Emplois salariés privés (4 ^e trimestre 2020 - Insee)	4 732 385	19 432 612 (France métrop. : 19 065 922)	24,4 % (24,8 %)
Taux de chômage (4 ^e trimestre 2020 - Insee)	7,7 %	8,0 % (France métrop. : 7,7 %)	-

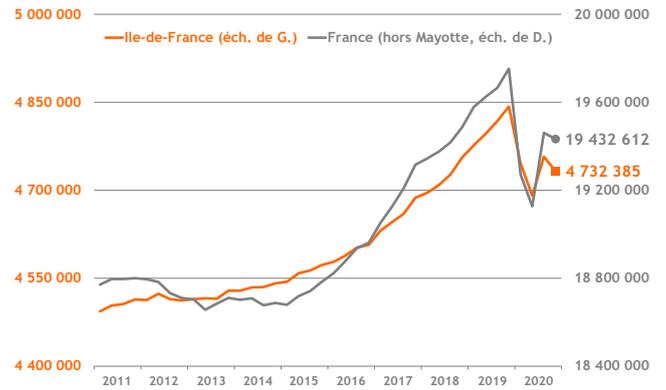
Emploi salarié privé

4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 2,3 %

Après avoir subi un net repli au premier semestre 2020 (quelque 152 000 emplois perdus), l'emploi salarié privé francilien s'est redressé au troisième trimestre 2020 (+ 66 300 emplois). Malheureusement, ce rebond ne s'est pas confirmé en fin d'année et l'emploi régional a diminué de 0,5 % sur un trimestre au quatrième trimestre 2020 (près de 25 000 emplois détruits). Par conséquent, la baisse sur un an s'est élevée à 2,3 % et le déficit d'emplois par rapport au point haut de fin 2019 est de 110 000 postes. Au plan sectoriel, les situations sont très hétérogènes ; ainsi, fin 2020, l'emploi francilien dans l'industrie et l'emploi dans le tertiaire marchand se sont réduits l'un et l'autre de 0,7 % sur un trimestre tandis que l'emploi dans la construction a une nouvelle fois évolué favorablement (+ 0,8 %) et a même terminé l'année 2020 2,7 % au-dessus du niveau qu'il affichait un an auparavant. Au plan national, la situation est moins dégradée qu'en Ile-de-France : l'emploi salarié privé y a diminué de seulement 0,1% sur un trimestre et de 1,6 % sur un an.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

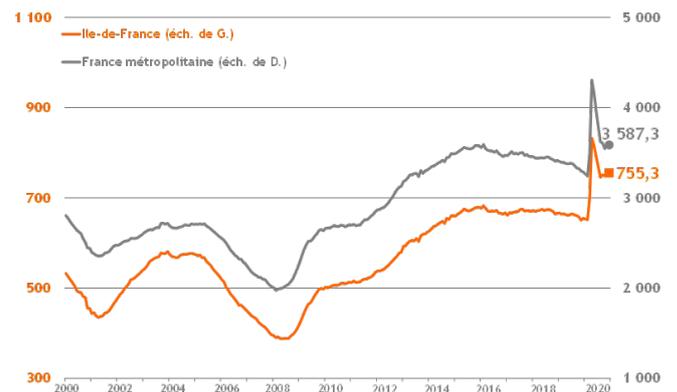
Demande d'emploi

décembre 2020 - glissement annuel

+ 15,4 %

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril 2020 (+ 180 290), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France a amorcé à partir de mai un mouvement de baisse qui a duré jusqu'en août dernier. Depuis, l'évolution est plus hésitante et le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est même passé de 745 700 en août à 755 250 en décembre 2020 ; il était par conséquent supérieur de 15,4 % à son niveau de décembre 2019. Ainsi, non seulement la hausse subie au printemps 2020 est loin d'être effacée, mais le niveau actuel reste quasiment deux fois supérieur aux points bas d'avant la récession de 2008-2009. Au plan national, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité s'avère moins marquée qu'en Ile-de-France : en décembre, elle était de 9,1% sur un an.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

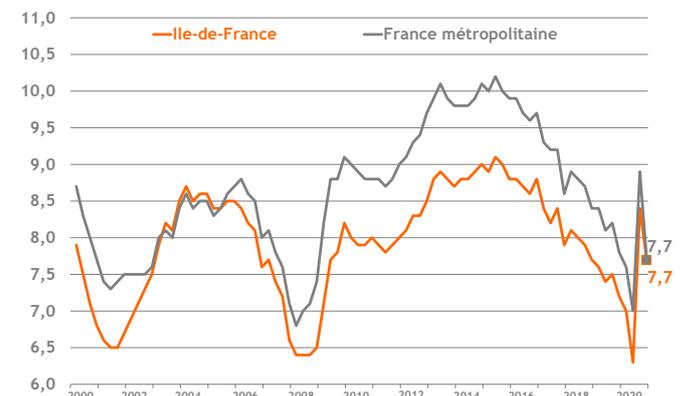
Taux de chômage

4^e trimestre 2020

7,7 %

Au quatrième trimestre 2020, comme cela avait déjà été le cas au cours du premier semestre, la définition même du chômage a, de manière contre-intuitive, tiré le taux régional vers le bas : un chômeur doit en effet être disponible immédiatement pour travailler ; or, du fait des mesures de confinement appliquées du 31 octobre au 14 décembre 2020, les personnes sans emploi ne l'étaient pas. Ainsi, fin 2020, le taux de chômage francilien s'est réduit de 0,7 point sur un trimestre pour atteindre 7,7 % en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre. Au plan national, la tendance a également été baissière mais a été encore plus soutenue : le taux de chômage de la France métropolitaine a diminué de 1,2 point fin 2020 pour se fixer aussi à 7,7 %. C'est la première fois depuis le printemps 2005 que le taux en Ile-de-France n'est pas inférieur au taux en France métropolitaine. Il faudra cependant attendre les données du premier trimestre 2021 pour avoir une vision plus réaliste du marché du travail.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

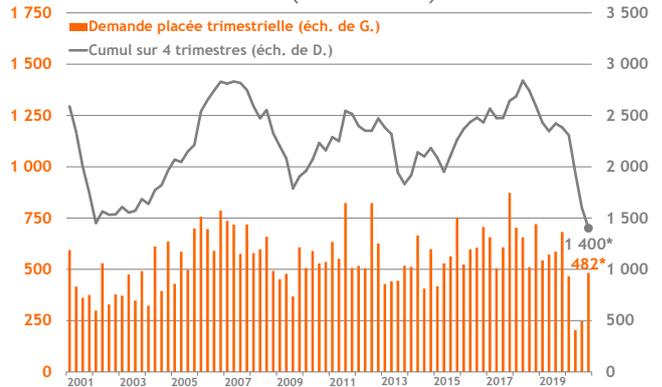
Immobilier d'entreprises

4^e trimestre 2020 - Surfaces de bureaux commercialisés

482 400 m²

Affectée dès le début de 2020, la demande placée de bureaux en Ile-de-France s'est trouvée quasiment à l'arrêt mi-2020 (- 64,5 % et - 57,8 % sur un an respectivement au deuxième et au troisième trimestres) avant d'â peine retrouver son souffle fin 2020 ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont certes rapprochées des 500 000 m² au quatrième trimestre 2020 (482 400 m²) mais le repli par rapport au même trimestre de 2019 n'en est pas moins resté de 29,3 %. Un regain d'activité a malgré tout été observé sur le segment des grandes transactions (83 100 m² pour le campus « Harmony » d'Engie au nord de la Défense, 25 000 m² pour le nouveau siège social de Nexity à Saint-Ouen, etc.). Sur l'ensemble de 2020, la demande placée en Ile-de-France a été cantonnée à 1 400 000 m², soit son niveau le plus bas depuis le début des années 2000. Les premiers résultats disponibles pour 2021 montrent que le début d'année s'est avéré poussif, les commercialisations de bureaux dans la région s'étant élevées à seulement 327 400 m² au premier trimestre.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France
(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le quatrième trimestre 2020

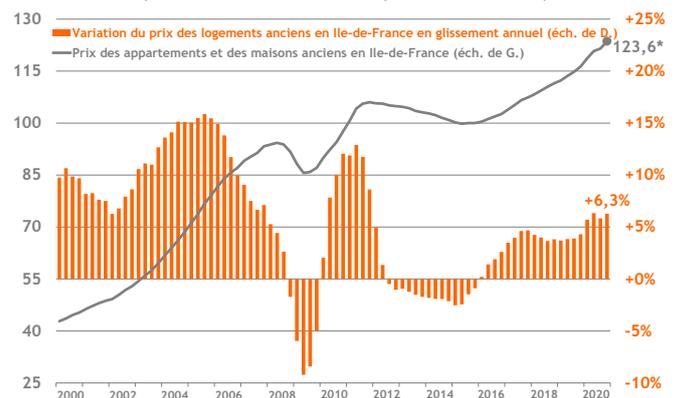
Prix des logements anciens

4^e trimestre 2020 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 6,3 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a continué à croître en Ile-de-France au quatrième trimestre 2020 ; ainsi, l'évolution s'est élevée à + 1,7 % sur un trimestre et à + 6,3 % sur un an. L'augmentation des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 23,8 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 27,8 % contre + 15,8 % pour les maisons). La demande pour certains biens (petits logements, appartements sans balcon, etc.) reste malgré tout en retrait et, au quatrième trimestre 2020, la hausse des prix des maisons (+ 2,7 % sur un trimestre) a été plus soutenue que celle des appartements (+ 1,3 %). Pour les mois à venir, le marché pourrait cependant être pénalisé par la récente baisse des taux d'usure qui pourrait provoquer une réduction de la capacité d'emprunt de certains ménages, notamment les primo-accédants.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France
(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee
* : données provisoires pour le quatrième trimestre 2020

Emploi intérimaire

décembre 2020 - glissement annuel

- 13,1 %

Après avoir subi une chute brutale au printemps 2020 (- 39,0 % sur un mois en mars et - 24,2 % en avril), l'emploi intérimaire en Ile-de-France a commencé à se redresser dès la sortie du premier confinement et est globalement resté sur cette tendance depuis cette date. Néanmoins, le deuxième confinement national a freiné ce rebond : ainsi, l'emploi intérimaire dans la région a certes crû de 3,6 % sur un mois en octobre dernier et de 4,8 % en décembre mais il s'est réduit de 2,8 % en novembre. Par conséquent, le volume d'emplois intérimaires en Ile-de-France (114 961 équivalents temps plein) était encore en retrait de 13,1 % en décembre 2020 par rapport au niveau d'avant le début de la crise sanitaire et d'autant par rapport à décembre 2019. Qui plus est, le redémarrage de l'emploi temporaire est plus rapide au plan national puisque l'intérim en France métropolitaine accusait en décembre dernier un déficit cantonné à 6,3 % par rapport à février 2020 et à 5,5 % sur un an.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein
(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

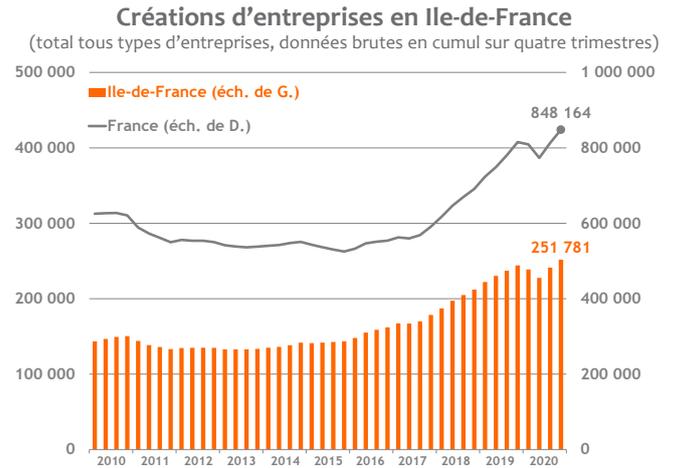
Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 4^e trimestre 2020

76 161

Plus de 76 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au quatrième trimestre 2020 ; ce volume a représenté une nouvelle hausse à deux chiffres (+ 16,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019) après celle déjà enregistrée au trimestre précédent (+ 25,3 %). Comme au troisième trimestre 2020, l'augmentation a été particulièrement stimulée par les créations sous le régime du micro-entrepreneur (+ 21,2 %) tandis que les créations « classiques » ont crû plus modérément (+ 7,7 %). Le dynamisme des créations au second semestre 2020 a conduit pour la première fois le cumul annuel au-delà des 250 000 dans la région : 251 781, soit 3,1 % de plus qu'en 2019 malgré la crise sanitaire. Au plan national, la tendance est équivalente : le volume total de créations d'entreprises y a augmenté de 16,3 % sur un an au dernier trimestre de 2020 et le cumul annuel a dépassé de 4,0 % celui de 2019. Les informations les plus récentes montrent que les créations d'entreprises restent très dynamiques début 2021, que ce soit en Ile-de-France ou en France.



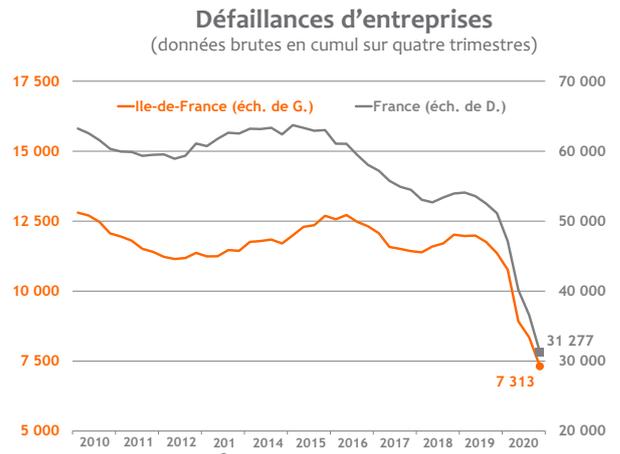
Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 34,0 %

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a continué à se réduire au quatrième trimestre 2020 : il a en effet diminué de 34,0 % par rapport à la même période de 2019. Par conséquent, en cumul sur l'ensemble de l'année 2020, le volume des défaillances dans la région (7 313) s'est contracté de 35,6 % par rapport à 2019. Cette diminution des défaillances a été légèrement plus marquée au plan national : - 39,7 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2020 et - 38,9 % en 2020 par rapport à 2019. Toutefois, ce mouvement de baisse est en trompe l'œil : il s'explique en grande partie par l'inactivité prolongée de certaines entreprises et par les dispositifs d'aide ; il est fort probable que la tendance s'inverse dès l'arrêt des mesures de soutien et donne une image plus réaliste de la situation des entreprises. Sur ce point, il est à noter que les procédures de conciliation et de sauvegarde ont été orientées à la hausse fin 2020 en Ile-de-France et témoignent des difficultés provoquées par la crise sanitaire.



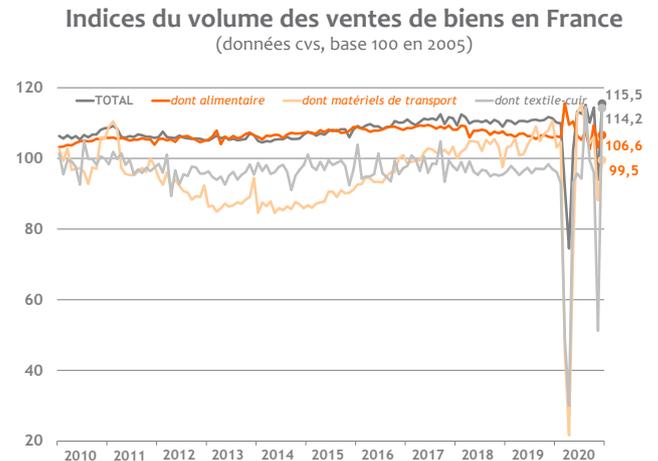
Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

Dépenses de consommation des ménages

4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 3,1 %

Après avoir favorablement évolué au troisième trimestre 2020, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont évolué à un rythme plus saccadé fin 2020 ; en effet, la consommation a d'abord crû de 3,9 % sur un mois en octobre, avant de chuter de 18,0 % en novembre, pendant le deuxième confinement, puis de rebondir de 23,0 % en décembre, notamment à l'approche des fêtes. Au final, sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020, les dépenses de consommation en biens ont été inférieures de 4,2 % à celles du troisième trimestre 2020 et de 3,1 % à celles du quatrième trimestre 2019. Certains biens ont été plus particulièrement affectés : les achats de matériels de transports et, du fait de la fermeture des commerces, ceux de textile et cuir ont fléchi de respectivement 10,7 % et 15,2 % au quatrième trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, les données les plus récentes montrent que, après le rebond de décembre, la consommation des ménages en biens a de nouveau décéléré au premier trimestre 2021.



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 7,2 %

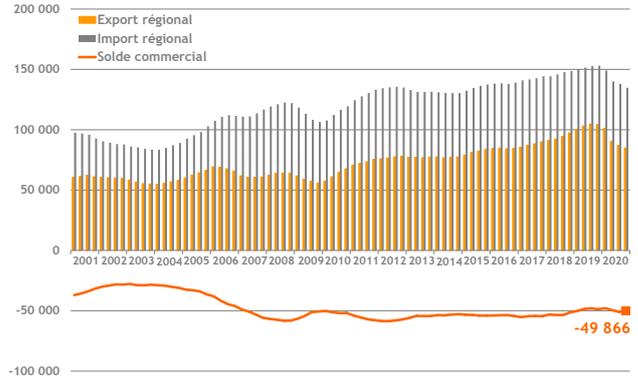
Après déjà trois baisses au cours des trimestres précédents (notamment - 40,4 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2020), les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes se sont de nouveau repliées au quatrième trimestre 2020 : - 7,2 % par rapport à la même période de 2019. Dans le même temps, les importations ont aussi été orientées à la baisse (- 7,8 % en glissement annuel).

Par conséquent, compte tenu du poids plus important des importations, le déficit commercial francilien s'est réduit au quatrième trimestre 2020 et, en cumul sur l'ensemble de 2020, il est repassé sous le seuil des 50,0 milliards d'euros (49,9 milliards d'euros) ; il est ainsi resté éloigné des 58,0 milliards atteints en 2008 (crise financière) et en 2012 (crise de la dette en zone euro).

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

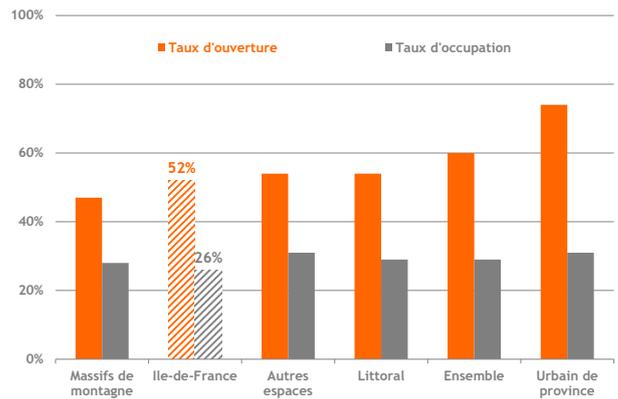
Hôtellerie

taux d'occupation dans les hôtels franciliens - décembre 2020

26 %

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, les données de fréquentation hôtelière sont moins complètes. Toutefois, les informations disponibles sont suffisantes pour montrer que l'Ile-de-France est encore plus affectée par la crise sanitaire que les autres régions. Ainsi, le taux d'ouverture des hôtels franciliens qui n'était que de 18 % en avril 2020, lors du premier confinement, n'était encore que de 52 % en décembre dernier ; pourtant, dans le même temps, 74 % des établissements des zones urbaines de province étaient ouverts. Surtout, le taux d'occupation ne s'est élevé qu'à 26 % en décembre 2020 en Ile-de-France. En effet, l'absence de la clientèle internationale a particulièrement pénalisé la région-capitale ; de même, les professionnels qui fréquentent habituellement les salons, les congrès, etc. ont cruellement fait défaut. Qui plus est, le tourisme urbain est le pan du secteur le plus affecté depuis le début de la crise sanitaire.

Taux d'ouverture et taux d'occupation des hôtels en décembre 2020 (en %)



Source : Insee

Trafic aérien

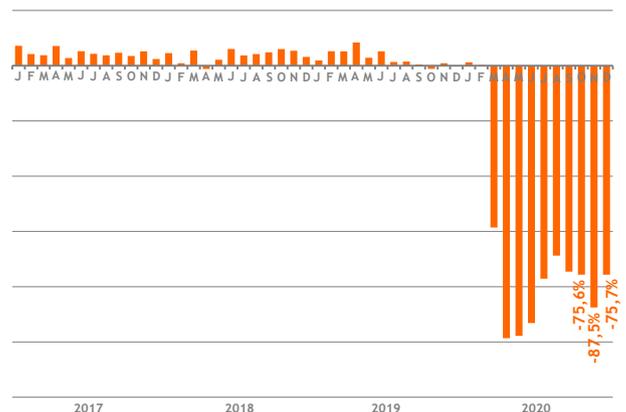
trafic passagers - 4^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 79,4 %

Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre 2020 sur fond de premier confinement national, le trafic passagers de Paris Aéroport est resté très limité tout au long du second semestre de l'année dernière : en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020, il s'est replié de 79,4 % par rapport au quatrième trimestre 2019 et, sur fond de deuxième confinement, le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'est élevé qu'à 5,2 millions d'octobre à décembre derniers contre 25,3 millions à la même période en 2019. Par conséquent, sur l'ensemble de 2020, seuls 33,1 millions de passagers ont fréquenté les aéroports de Roissy et Orly, soit le trafic le plus faible enregistré depuis 1986. Les résultats déjà disponibles pour début 2021 montrent que les restrictions de déplacement entre pays du fait des contraintes sanitaires pèsent encore fortement sur le trafic : les baisses sur un an se sont élevées à respectivement 73,5 %, 82,7 % et 63,2 % en janvier, février et mars 2021.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

La fin d'année 2020 en recul malgré un rebond en décembre

Après s'être déjà dégradée à nouveau en septembre et avant même le début du deuxième confinement en novembre, l'activité industrielle francilienne a évolué poussivement au quatrième trimestre 2020. Elle s'est certes redressée en décembre mais les niveaux d'activité atteints se sont, en moyenne, inscrits à seulement 89 % du niveau traditionnel pour la période. Le taux d'utilisation de l'outil de production est resté faible également, en se fixant à 71 % en décembre contre une moyenne de long terme proche de 80 %. En effet, même si l'industrie agroalimentaire a continué à évoluer à un rythme proche de la normale, d'autres secteurs, tels celui du matériel de transports peinent, à l'inverse, à se redresser et à rattraper le retard accumulé. Pour les mois à venir, les carnets de commandes apparaissent insuffisants, notamment dans le bois-papier-imprimerie, dans la métallurgie et même dans l'agroalimentaire.

Bâtiment et travaux publics

Activité proche de la normale... pour le bâtiment

Au quatrième trimestre 2020, l'activité du BTP est restée favorablement orientée en Ile-de-France mais bâtiment et travaux publics n'évoluent toutefois pas au même rythme. Ainsi, dans le bâtiment, grâce à des protocoles sanitaires désormais éprouvés, les travaux ont pu se poursuivre quasi-normalement en dépit du deuxième confinement ; le niveau d'activité enregistré en décembre dernier a notamment été très proche de celui d'un mois de décembre traditionnel. Les carnets de commandes demeurent même bien garnis dans le gros œuvre, ce qui laisse les professionnels envisager des recrutements supplémentaires. Dans les travaux publics, le confinement de fin octobre à mi-décembre n'a pas non plus eu d'impact sur les travaux en cours ; néanmoins, en raison du report, de l'annulation, voire du gel de certains projets des donneurs d'ordre publics, l'activité est restée en sensible recul par rapport à ses niveaux d'avant-crise.

Services marchands non financiers

La visibilité et la stabilité insuffisantes pénalisent toujours l'activité

Au quatrième trimestre 2020, l'activité des services marchands franciliens a été particulièrement pénalisée par le confinement de novembre. Un léger mieux a certes été constaté en décembre mais celui-ci n'a pas profité à tous les secteurs. Ainsi, l'hôtellerie-restauration est, sans surprise, restée fin 2020 le secteur le plus affecté par les mesures sanitaires et a affiché des niveaux d'activité extrêmement dégradés ; à l'opposé, le courant d'affaires des activités juridiques et comptables est, quant à lui, resté stable à un niveau proche de la normale pour la période. Malgré une visibilité grandissante, les prévisions demeurent difficiles à établir pour les dirigeants qui estiment que l'évolution de l'activité reste dépendante du contexte sanitaire.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Les TPE de plus en plus nombreuses dans le secteur de la construction en Ile-de-France

Effectifs salariés de la construction en Ile-de-France

	2019	Solde 2019-2009	Variation 2019/2009
TPE	159 920	+ 32 590	+ 25,6 %
PME	118 360	+ 17 200	+ 17,0 %
ETI et grandes entreprises	48 730	+ 4 060	+ 9,1 %
TOTAL	327 010	+ 53 850	+ 19,7 %
TOTAL en province	1 141 950	- 74 800	- 6,1 %

Source : Acoiss

En Ile-de-France, le secteur de la construction emploie 327 020 salariés, soit 6,7 % du total régional, auxquels s'ajoutent 105 590 entrepreneurs indépendants. En 10 ans, le secteur a enregistré une progression de près de 54 000 emplois salariés, soit une augmentation de + 19,7 %. Le gain d'emplois dans la région francilienne est essentiellement le fait des TPE (moins de 20 salariés) dont l'effectif a augmenté de 32 590 salariés. A cela s'ajoute une hausse spectaculaire du nombre d'établissements non employeurs : en effet, leur nombre a augmenté de 141 % quand le nombre d'établissements employeurs progressait de 7 % seulement.

La construction en Ile-de-France regroupe 141 780 établissements, dont 71,8 % n'emploient aucun salarié. Durant la décennie passée, le nombre d'établissements a progressé de 68,1 % mais l'essentiel de cette progression provient de la hausse du nombre d'entreprises non employeurs ; la raison d'une telle croissance est à chercher dans le développement des auto- puis micro-

entrepreneurs mais pas seulement : le tissu des établissements franciliens de la construction était déjà essentiellement constitué de TPE avant même la création du régime de l'auto-entrepreneur.

À partir de mars 2020, le secteur francilien de la construction a durement été frappé par la crise sanitaire. En effet, l'ensemble des chantiers ont été mis à l'arrêt deux mois lors du premier confinement, en mars et avril 2020. Si l'activité a pu reprendre rapidement, elle s'exerce en mode dégradé. Les statistiques de la construction de logements montrent une baisse d'activité consécutive : le nombre de mètres carrés de logements commencés a diminué de 19,2 % par rapport à 2019 et, pour les logements autorisés, la chute est de 27,3 %. Même si la fin d'année a été plus favorable, l'activité des derniers mois de 2020 a été loin d'égaliser les volumes de fin 2019.

Toutefois, le fait que les chantiers aient pu reprendre après mai 2020, permet aux chefs d'entreprises du secteur d'être satisfaits de leur activité début 2021 : d'après une enquête menée entre le 4 et le 8 mars 2021 conjointement par la CCI Paris Ile-de-France et la Direccte Ile-de-France, les chefs d'entreprises franciliens du secteur de la construction sont 74 % à juger leur activité satisfaisante ou très satisfaisante même si des incertitudes demeurent sur le niveau d'activité de l'ensemble de l'année 2021 (disponibilité des matériaux de construction et augmentation de leur prix, etc.).

Pour en savoir plus :

« Les TPE de plus en plus nombreuses dans le secteur de la construction en Ile-de-France », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°225, avril 2021, étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
 Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
 Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
 Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
 Services : Bénédicte GUALBERT
 Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
 PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
 Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
 Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
 Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
 Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépôt légal : Avril 2021

ISSN : 1266-3255